

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature



FOURNITURES

Conception, fourniture et mise en œuvre d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

MAITRISE D'OUVRAGE

Eau du Ponant

ASSISTANT A MAITRISE OUVRAGE

Chapsvision

MARCHÉ DE SERVICES PASSÉ

SELON LA

LA PROCÉDURE FORMALISÉE

(Articles R. 2124-1, R. 2124-3, R. 2124-4, L. 2125-1, et R. 2161-21 à R. 2161-23 du code de la commande publique)

Dossier : Edp-24-2025

**REGLEMENT DE CONSULTATION
(R.C.)**

Remise des candidatures :

Date limite de réception : **le 11 juillet 2025 à 12H00**

Précision importante : le mémoire technique est une pièce obligatoire à joindre à l'offre, le détail des documents à fournir est spécifié à l'article 4 du présent règlement de consultation. L'absence de mémoire technique entraînera in fine le rejet de l'offre. L'offre sera déclarée irrégulière.

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1	TYPE DE CONSULTATION	3
2.2	DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
2.3	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	3
2.4	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)	3
2.5	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
3	DELAI D'EXECUTION.....	4
3.1	Fourniture, conception et mise en œuvre de l'infrastructure informatique centralisée pour le SI industriel	4
3.2	MAINTENANCE DU SYSTEME ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	4
3.3	CALENDRIER PREVISIONNEL DU PROJET.....	4
4	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	5
5	VARIANTES	5
6	COMPOSITION ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONDITION DE PARTICIPATION.....	5
6.1	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
6.2	MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
6.3	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
6.4	CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
7	PRÉSENTATION DES REPONSES PAR LES CANDIDATS	6
7.1	PHASE 1 – PHASE CANDIDATURE.....	7
7.2	PHASE 2 – PHASE OFFRE	10
7.3	JUGEMENT DES OFFRES.....	12
7.4	NEGOCIATION	13
8	PREPARATION DU DEPOT DU PLI ELECTRONIQUE (POUR LES DEUX PHASES).....	13
9	PHASE 3 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	14
10	QUESTIONS EN COURS DE PROCEDURE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16
11	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	16
11.1	DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT SUR LA SALLE DES MARCHES MEGALIS	17
11.2	REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE.....	17
11.3	PRECONISATIONS TECHNIQUES LIEES AUX PLIS TRANSMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	18
11.4	OUVERTURE DES PLIS TRANSMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE	19
11.5	MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	19

Règlement de Consultation Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'une infrastructure centrale pour le Système d'Information Industriel d'Eau du Ponant, dans le respect des normes, règles et recommandation de cyber sécurité auxquelles Eau du Ponant est soumise.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Type de consultation

La présente **procédure négociée avec mise en concurrence préalable** est soumise aux dispositions des articles R. 2124-1, R. 2124-3, R. 2124-4, L. 2125-1, et R. 2161-21 à R. 2161-23 du code de la commande publique.

2.2 Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase de candidature – PHASE 1 – au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés ;
- Une phase d'offre – PHASE 2 – au terme de laquelle l'attributaire sera choisi.

PHASE 1 (candidature)

La PHASE 1 (candidature) a pour but de **sélectionner les candidats admis à présenter une offre** (procédure restreinte) sur la base des garanties et en application des critères définis au présent règlement. **A ce stade aucune offre ne doit être remise.**

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs candidats remettraient une offre, celle-ci ne serait pas prise en compte.

Les candidats admis à remettre une offre se verront communiquer le dossier de consultation.

PHASE 2 (offre)

La seconde phase (offre) a pour objet de désigner l'attributaire répondant aux critères définis ci-après.

LA PHASE CONCERNEE EST LA PHASE 1

2.3 Marchés de prestations similaires

Dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, l'entité adjudicatrice pourra confier au titulaire un ou plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles objet de la présente consultation.

2.4 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Dans le cas où la description des prestations à réaliser ne paraîtrait pas exhaustive au Candidat, il appartient à celui-ci, en tant que professionnel, de demander des compléments d'informations et éventuellement de proposer des suggestions d'amélioration techniques, et ceci uniquement dans la Réponse à l'Appel d'Offres. Ces propositions ne sont acceptées qu'au stade de la consultation, puis intégrées au marché et en aucune façon lors de la phase d'exécution des travaux.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3 DELAI D'EXECUTION

Les délais d'exécutions sont détaillés à l'acte d'engagement. Le marché est **d'une durée ferme de 4 ans + 2 ans reconductibles**. Cette reconduction sera déclenchée dans le cas où une offre variante concernant la durée de maintenance a été retenue.

Les délais par type de prestations sont les suivants :

3.1 Fourniture, conception et mise en œuvre de l'infrastructure informatique centralisée pour le SI Industriel

La durée totale de mise en œuvre de l'infrastructure informatique centralisée est de **15 mois** entre la notification du marché et l'admission des prestations. Cette durée comprend la réalisation des prestations ainsi que l'ensemble des opérations de vérification. Le candidat est libre de proposer un délai de réalisation de la mise en ordre de marche plus court.

3.2 Maintenance du système et prestations complémentaires

La maintenance et les prestations complémentaires sont réalisées à compter de la date d'admission des prestations de mise en œuvre de l'infrastructure informatique centralisée, pour le reste de la période initiale de l'accord-cadre. Elle est d'une durée minimale **36 mois** (3 ans) ou de **60 mois** (5 ans) en cas de variante proposée par le candidat (article 5 du présent RC).

L'exécution des prestations est ordonnée par l'émission de bons de commandes en référence au Bordereau des Prix Unitaires. Le délai d'exécution des prestations est précisé dans le bon de commande correspondant.

3.3 Calendrier prévisionnel du projet

Pour résumer, le calendrier du projet est le suivant :

Grands jalons	Début	Fin
Bon de commande	T0	
Phase de conception et d'approvisionnement	T0	T0 + 3 mois
Phase de construction	T0 + 3 mois	T0 + 6 mois
Intégration sur site EDP	T0 + 6 mois	
MOM (Interconnexion des sites distants à l'infrastructure centrale)	T0 + 6 mois	T0 + 9 mois

Règlement de Consultation Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Grands jalons	Début	Fin
VA	T0 + 9 mois	T0 + 12 mois
VSR	T0 + 12 mois	T0 + 15 mois

4 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Les candidats doivent **impérativement** répondre à prestation supplémentaire éventuelle visant à intégrer un commutateur supplémentaire (à chiffrer à la pièce financière), conformément au CCTP. En tout état de cause, chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (offre de base).

PSE 1 : Intégration d'un commutateur supplémentaire

5 VARIANTES

Les variantes sont autorisées, dans la limite de 2 par prestataire. Ces variantes doivent, conformément à l'article R. 2151-10 du code de la commande publique, répondre aux modalités précisées ci-après :

- Les variantes ne peuvent concerner que :
 - o La proposition d'une maintenance sur 5 ans (au lieu des 3 demandés).
 - o Architecture différente conformément au [ARC-010] mentionné au CCTP.
- Chaque variante répondra au besoin fonctionnel détaillé par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Dans l'hypothèse d'une proposition de variantes, celles-ci devront être entièrement décrites financièrement et techniquement dans des documents indépendants mais similaires aux documents demandés pour la présentation de l'offre de base.

6 COMPOSITION ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONDITION DE PARTICIPATION

6.1 Composition du dossier de consultation

Les pièces contenues dans le dossier sont les suivantes :

- Règlement de Consultation (RC)
- Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F)
- Bordereau des Prix Unitaires et Devis Quantitatif Estimatif (BPU-DQE)

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

En phase candidature, seul un CCTP simplifié est fourni aux candidats. Le CCTP complet sera transmis pour la seconde phase de la consultation une fois les candidatures agréées.

6.2 Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible gratuitement en téléchargement sur le site internet : <https://marches.megalisbretagne.org>.

Sur la page d'accueil, sélectionnez : « Recherche avancée »

Sur l'écran de recherche avancée, dans le champ « Référence »

Edp-24-2025

Aucun dossier papier ne sera transmis, le retrait des dossiers devra se faire exclusivement sur la plateforme Megalis.

Le candidat est invité à renseigner, lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

6.3 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de transmettre au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail apportées au dossier de consultation ainsi que des renseignements complémentaires éventuels portant sur les cahiers des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6.4 Conditions de participation

Les candidats se présenteront seuls ou en groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par l'Entité Adjudicatrice est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Entité Adjudicatrice tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

7 PRÉSENTATION DES REPONSES PAR LES CANDIDATS

Les documents remis par les candidats seront intégralement rédigés en langue française et exprimés en Euro.

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
 Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
 Version n° : V3
 Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Si les documents exigés au titre de la candidature ou de l'offre et fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

7.1 PHASE 1 – PHASE CANDIDATURE

7.1.1 Contenu du dossier de candidature

Le dossier de **candidature** vise à garantir que le candidat dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et des capacités économiques financières, techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le candidat devra fournir un dossier complet comprenant les **pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Afin de faciliter l'analyse des candidatures, il est demandé au candidat de renommer chaque document selon le numéro d'identification précisé dans le tableau ci-dessous :

Si la candidature est présentée sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises :
Identification de l'ensemble des membres du groupement
Forme du groupement
Habilitation du mandataire
Par ailleurs, les éléments relatifs à la situation juridique et aux capacités économiques, techniques et professionnelles demandés ci-dessous doivent être fournis pour chaque membre du groupement
Renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus aux articles R. 2142-3 et R. 2142-4 du code de la commande publique :
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois
Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois
Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité
Clause Secret complétée et signée
Capacité économique et financière du candidat :
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
Capacités techniques et professionnelles du candidat :
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
 Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
 Version n° : V3
 Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services et livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique :

Si possible, détailler des références concernant :

- Des projets similaires incluant la nature du projet, le périmètre couvert, les technologies mises en œuvre, etc. ;
- Des opérations d'installation / migration similaires ;
- Des systèmes équivalent au présent marché.

Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public :

A titre d'exemple, préciser si vous avez les compétences suivantes :

- Infrastructure IT (Système, virtualisation, services d'infrastructure),
- Réseaux et Cybersécurité

Description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. D'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés

Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent et notamment les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres :

- Réseaux/ Sécurité : par exemple CCNA, CCS, CCNP, CCIE, CSNA, CSNE ou équivalent

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Dans le formulaire DC1, le candidat :

- précise s'il se présente seul ou sous la forme de groupement d'opérateurs économiques ;
- atteste sur l'honneur qu'il n'entre pas dans un des cas d'exclusion de la procédure prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Si le candidat n'utilise pas le formulaire DC1 ou le DUME (Document Unique de Marché Européen), il devra produire une **attestation sur l'honneur dûment datée et signée** justifiant qu'il n'entre pas dans un des cas d'exclusion de la procédure prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Dans le formulaire DC2, le candidat :

- renseigne le chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles ;
- indique s'il fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire. Auquel cas, il joint la copie du jugement correspondant.

Dans le formulaire DC4, le candidat doit présenter son ou ses éventuel(s) sous-traitant(s).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (notamment les sous-traitants), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si les documents exigés au titre de la candidature, et fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

7.1.2 Dépôt des candidatures

Les candidatures contenant les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont transmises dans les conditions détaillées au présent règlement.

La date limite de réception des candidatures est fixée au

11/07/2025

Il est demandé au candidat de déposer le pli électronique dans un dossier zippé en distinguant chaque fichier sous la forme suivante :

- Formulaire DC1
- Formulaire DC2
- Formulaire DC4 (s'il y a lieu)
- Pièces de la candidature exigées à l'article 7.1.1 du présent RC.

7.1.3 Examen des candidatures

Si le représentant de l'entité adjudicatrice constate, lors de l'ouverture, que des pièces dont la production était réclamée à l'appui des dossiers de candidatures sont absentes ou incomplètes, il pourra, en application de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, accorder aux candidats un délai pour produire ou compléter ces pièces.

Les documents relatifs à la candidature seront examinés par le représentant de l'entité adjudicatrice. En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si un candidat :

- se trouve dans un cas d'exclusion,
- ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur,
- produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents,
- ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur,

sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

Les candidatures parvenues hors délais ne seront pas analysées.

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Le représentant de l'entité adjudicatrice procède à l'analyse des candidatures. Il examine les candidatures au regard des critères décrits au présent règlement. Il n'est pas prévu d'audition à ce stade.

7.2 Phase 2 – Phase offre

RAPPEL : ce chapitre liste notamment les documents à fournir après la phase candidature à condition d'avoir été invité à soumissionner par l'Entité Adjudicatrice.

7.2.1 Envoi du dossier de consultation aux candidats admis à remettre une offre

Le dossier de consultation est envoyé à chaque candidat admis à remettre une offre (au mandataire en cas de groupement) par le biais de la salle des marchés Megalis, à l'adresse mail renseignée dans les documents de la candidature.

La date prévisionnelle d'envoi des dossiers de consultation est fixée au **01/09/2025**

Les offres seront transmises dans les conditions définies à l'article au présent règlement.

La date de réception des offres est fixée au

31/10/2025
(date prévisionnelle)

7.2.2 Présentation des offres

Le marché sera conclu en euros. Les offres doivent être rédigées en français. Les soumissionnaires devront joindre une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue (article R2151-12 du CCP).

Les exigences sont exprimées :

- Dans le CCTP pour ce qui socle d'exigences générales, fonctionnelles, et d'architecture.
- Dans la « **Grille d'exigences et cadre de réponse** », en annexe du CCTP, pour ce qui concerne les exigences de services d'infrastructure.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A - Un projet de marché :

- un Acte d'Engagement (A.E.) et annexes complétés daté et signé par le candidat ;
- la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F) complété daté et signé par le candidat
- le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) complété ;
- le Devis Quantitatif Estimatif (D.Q.E) complété.

Toute modification apportée aux pièces du DCE (CCTP, CCAP, BPU/DQE, DPGF, AE), hors cadre réservé aux réponses du candidat, sera systématiquement signalée formellement par un courrier d'accompagnement.

B - Le mémoire technique justificatif et la « grille d'exigence et cadre de réponse » (120 pages – annexes comprises)

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Le **mémoire technique** rédigé par le candidat devra présenter les dispositions qu'il se propose d'adopter pour mener à bien le marché. Ces dernières devront être concises, précises et clairement rédigées.

Toutes les dispositions proposées devront être ciblées et justifiées au regard des spécificités et des conditions d'exécution des travaux objet du présent marché.

Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. Tous les schémas d'architecture fournis par le Candidat dans son offre devront être commentés à minima.

Par ailleurs, le candidat devra fournir en annexe de son offre, un exemple de Dossier d'Architecture Technique et de Dossier d'Exploitation, compte rendu d'ateliers et support de COPROJ (à minima sommaire et modèle de documents).

Le mémoire devra respecter le plan suivant :

- Exigences générales [GEN]
- Exigences fonctionnelles du SII cible
- Exigences d'architecture générale de la cible [ARC]
- Cybersécurité
- Performances, continuité et reprise
- Les exigences de service

La grille de réponse complétée doit être impérativement être fournie dans la réponse. Elle permet d'exprimer les exigences de manière structurée et synthétique. Elle n'a pas pour objet de complexifier la réalisation du mémoire technique du candidat.

Les colonnes suivantes doivent être obligatoirement renseignées :

- « Conformité »
- « Remarque », en cas de conformité partielle ou de non-conformité.

ELEMENTS D'EXPLICATION POUR LA REMISE DES OFFRES

Moyens humains et matériels : il est demandé aux candidats de produire les moyens humains et techniques comme suit :

- Au stade de l'analyse de la "candidature" : il s'agit des **moyens généraux** permettant d'apprécier la capacité du candidat à exécuter la prestation et qui conditionne la validation de la candidature ;
- Au stade de l'analyse de "l'offre", il s'agit des **moyens spécifiques** affectés à l'exécution du marché ; cela constitue alors un critère de jugement des offres.

Rappel : les documents constitutifs du futur marché figurant dans le dossier de consultation sont acceptés sans modification par les candidats.

Le mémoire technique, un des éléments permettant d'apprécier la valeur de l'offre au vu des critères définis à l'article 5, est une pièce obligatoire à joindre à l'offre.

Rappel : L'absence de ce mémoire technique entraînera in fine le rejet de l'offre. L'offre sera déclarée irrégulière.

Si l'offre du candidat est retenue, ce dernier devra impérativement respecter ce qui est stipulé dans son mémoire technique.

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

7.3 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du code de la commande publique, en application des critères et des modalités indiquées ci-dessous :

Critères	Note
Prix des prestations DQE	35%
Valeur technique de l'offre (par lot) Appréciée au vu des sous-critères suivants pondérés en points Sous-critère 1 : Niveau de la réponse aux exigences fonctionnelles et techniques (55%) Sous-critère 2 : Moyens humains dédiés au marché, qualité de l'équipe et des CV proposés (20%) Sous-critère 3 : Organisation et méthodologie des prestations (25%)	65%

Critère « Prix des prestations » :

Note attribuée = $P\% \times (P1/P2)$

P% = pourcentage attribué au critère analysé

P1 = offre la moins disante

P2 = offre analysée

Précisions concernant l'analyse du critère prix :

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le DQE de l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Pour les offres variantes proposant une maintenance sur 5 ans, le prix de la maintenance prix en compte sera celui des 3 premières années d'exécution.

Il est à noter que les contraintes budgétaires sur ce projet sont fortes. Il est donc important que le Candidat dimensionne chiffre au plus juste son offre.

Critère « Valeur technique » :

La valeur technique sera appréciée au regard du mémoire technique cadre et en application des sous-critères dont la pondération figure dans le tableau ci-dessus et qui sont détaillés ci-après :

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Sous-critère 1. Niveau de la réponse aux exigences fonctionnelles et techniques :

- Compréhension des enjeux et des contraintes du projet
- Le juste dimensionnement et l'adéquation aux exigences de l'architecture proposée
- Le juste dimensionnement et l'adéquation des solutions proposée pour couvrir les services d'infrastructure

Sous-critère 2. Moyens humains dédiés au marché, qualité de l'équipe et des CV proposés :

- Moyens humains affectés à la réalisation des prestations de mise en œuvre : Equipe proposée, expériences, CV, certifications, expertises, processus, etc.
- Moyens humains affectés à la réalisation des prestations de support (pendant la garantie) et de maintenance.

Sous-critère 3. Organisation et méthodologie des prestations comprenant :

- Dispositif de gouvernance / pilotage du projet
- Plan projet détaillé en réponse aux exigences méthodologiques du CCTP ;
- Planning prévisionnel du projet (partie forfaitaire), découpé au minimum en phases de cadrage/conception/réalisation/Recettes, incluant l'estimation de charges par phase et par profil d'intervenant ;
- Périmètre des prestations proposées, limites de prestations et de responsabilité éventuelles ;

7.4 Négociation

Une phase de négociation des offres est prévue. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Cette phase pourra être menée avec un ou plusieurs candidats.

La négociation pourra prendre la forme d'une audition. Dans ce cas, une convocation sera adressée à chaque candidat après la remise des offres initiales. Elle comportera l'heure et le lieu de l'audition ainsi que son déroulement.

Le représentant de l'entité adjudicatrice se réserve le droit de convoquer les candidats à des réunions supplémentaires. Ces réunions, qui se tiendront à Brest ou en visio-conférence, ne donneront droit à aucune indemnité.

A l'issue de chaque réunion, les candidats seront invités par courrier à préciser leur offre en répondant aux questions posées notamment lors des auditions. Les courriers de négociation seront transmis aux candidats par le biais de la salle des marchés Megalis Bretagne, à l'adresse mail renseignée dans l'acte d'engagement ou à défaut à celle renseignée dans les documents de la candidature.

Les candidats devront transmettre leurs réponses à chaque étape de la négociation par le biais de la salle des marchés Megalis. Les date et heure limites de remise des offres négociées seront précisés dans les courriers de négociation et sont impératifs. Une offre remise après ces date et heure limites ne sera pas prise en compte et la procédure se poursuivra donc sur la base de l'offre précédente.

8 Préparation du dépôt du pli électronique (pour les deux phases)

Règlement de Consultation Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Il est demandé au candidat de déposer le pli électronique dans un dossier zippé en distinguant chaque fichier sous la forme suivante :

- **Dossier Candidature** (références - attestation de délégation de signature - RIB ...)

- **Dossier Offre** :

- Mémoire technique justificatif, daté et visé
- Le document « Grille d'exigences et cadre de réponse »
- Annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF) datée et visée
- Acte d'Engagement daté et visé

- Acte de sous-traitance (le cas échéant)

Toute modification apportée aux pièces du DCE (CCTP, CCAP, DPGF, AE), hors cadre réservé aux réponses du candidat, sera systématiquement signalée formellement par un courrier d'accompagnement.

Signature de l'offre (voir article 8) : La signature de l'acte d'engagement est possible mais n'est pas obligatoire lors du dépôt de la réponse. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de le signer. Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur acte d'engagement électroniquement avant le dépôt de leur réponse. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

9 PHASE 3 - ATTRIBUTION DU MARCHE

Le candidat, dont l'offre est la mieux classée au regard de l'ensemble de critères de jugement des offres, sera désigné par la Commission d'Appel d'Offres d'Eau du Ponant. Le candidat disposera d'un délai maximum de **10 jours francs**, à compter de la réception du courrier l'informant que son offre est retenue, pour fournir à Eau du Ponant :

- s'il n'a pas été remis au stade de l'offre ou s'il fait l'objet d'une mise au point, l'acte d'engagement signé par le représentant habilité à engager la société,
- les attestations d'assurances en cours de validité,

Pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France.

- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, si elles n'ont pas été récupérées par le biais du DUME :

- une attestation de vigilance : attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D 8222 5 1° du code du travail) ;
- un certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants pour l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée, délivrée par l'administration fiscale dont relève le demandeur ;

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

- un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- si l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou s'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :
 - un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ;
 - une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- si l'entreprise est en redressement judiciaire, une copie du jugement attestant que la période de redressement couvre la durée prévisible d'exécution du marché.

Pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.

- Dans tous les cas :

- un document mentionnant (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*) du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
- un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- pour attester ne pas être soumis, en droit national applicable au candidat, à une procédure équivalente à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article [L. 640-1](#) du code de commerce ou ne pas faire l'objet d'une mesure équivalente à une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles [L. 653-1 à L. 653-8](#) du code de commerce, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Règlement de Consultation Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

- **Dans le cas où** son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, **l'un des documents suivants** (article D 8222-7-2° du code du travail) :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

En plus des documents exigés ci-dessus, si le candidat a recours, par tout moyen, à des travailleurs détachés, il devra fournir les documents suivants (article R 1263-12 du code du travail) :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Par ailleurs, le cas échéant, le candidat fournira les pièces demandées aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

A défaut de la fourniture de ces documents dans le délai indiqué ci-dessus, son offre sera rejetée par l'entité adjudicatrice, sans mise en demeure. Le candidat classé deuxième par le représentant de l'entité adjudicatrice pourra se voir attribuer le marché, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

10 QUESTIONS EN COURS DE PROCEDURE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

En cas de questions ou de demandes de renseignements complémentaires en cours de procédure, les candidats transmettent impérativement leur demande, **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres**, par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalisbretagne.org/>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

11 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, toutes les offres déposées pour la présente consultation doivent être remises par voie dématérialisée.

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les échanges d'informations intervenant dans le cadre de cette consultation font également l'objet d'une transmission par voie électronique (art. R. 2132-7 du code de la commande publique). Pour les communications adressées par l'entité adjudicatrice aux candidats, cette transmission se fera par le biais de la salle des marchés Megalis Bretagne, à l'adresse mail du candidat renseignée dans l'acte d'engagement ou à défaut à celle renseignée dans les documents de la candidature.

11.1 Date et heure limites de dépôt sur la salle des marchés Megalis

Les plis électroniques de la **phase 1** doivent être adressées avant le :

Le 11 juillet 2025 à 12H00

à l'adresse internet : <https://marches.e-megalisbretagne.org/>

Sur la page d'accueil, sélectionnez :

« Recherche avancée »

Sur l'écran de recherche avancée, dans le champ « Référence »

Edp-24-2025

Le dépôt des plis transmis par voie électronique ou sur support physique électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. **Seule l'heure de fin de réception de la réponse électronique compte. L'heure limite retenue par la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.**

Il faut donc prendre en considération le temps de l'envoi de la réponse électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Conseil aux candidats :

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. La collectivité encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur la plateforme Megalis)
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation
- à contacter le support technique de la plateforme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés : le n° d'accès est :

- 02 23 48 04 54 -

En cas ou dans le cadre de la négociation, les délais de remise des offres sont également de rigueur.

11.2 Remise d'une copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique et à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

sauvegarde, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) ou sur support papier peut être adressée à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde doit être adressée avant la date et heure limites fixées à l'article 8.1 du présent règlement de consultation.

à

Eau du Ponant
Département Achats logistique QHSE
« ACHATS »
Edp-24-2025
210 Bd F. Mitterrand CS30117
29802 BREST CEDEX 9

Elle devra :

- soit être remise directement, contre récépissé,
Au secrétariat Département Achats logistique QHSE « ACHATS »
- soit être expédiée à l'adresse sus-indiquée par tout moyen permettant d'attester avec certitude de leur délivrance avant ces mêmes date et heure limites.

En cas de remise papier, les documents fournis par le candidat seront au format A3 ou A4. Les reliures des documents seront exclusivement sous forme d'agrafage ou de spirales en plastique.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : **«copie de sauvegarde»**.

Une copie de sauvegarde qui serait remise ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure fixées ne seront pas retenus. Elle sera renvoyée à son expéditeur. La copie de sauvegarde sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde sur support physique électronique, celle-ci sera écartée par le représentant de l'entité adjudicatrice.

En fin de procédure, si la copie de sauvegarde n'a pas été ouverte ou a été écartée en raison de la présence d'un programme informatique malveillant, elle sera détruite par le représentant de l'entité adjudicatrice.

11.3 Préconisations techniques liées aux plis transmis par voie électronique

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- zip, word, excel, jpg.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, les candidats devront tenir compte des indications suivantes :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les fichiers :

avi, bat, bin, cab, chon, clp, cond, com, dll, drv, exe, htu, js, jse, lha, lzh, mp3, mpg, nlm, ovl, pif, sor, sys, vbe, vbs, vxd, et wav,

- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Règlement de Consultation Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

11.4 Ouverture des plis transmis par voie électronique

Une fois les dates et heure limites de dépôt des candidatures ou des offres passée, l'entité adjudicatrice procède à l'ouverture des plis transmis par voie électronique.

Présence d'un programme informatique malveillant

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par l'entité adjudicatrice, sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article R. 2181-1 du code de la commande publique.

Lorsqu'ils sont accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par l'entité adjudicatrice donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde. La trace de cette malveillance est conservée.

Pli incomplet, hors délais ou ne pouvant être ouvert

Lorsque le pli transmis par voie électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouvert par l'entité adjudicatrice, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

S'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis hors délais et ne pouvant être ouverts sont écartés par l'entité adjudicatrice. S'agissant des plis incomplets, l'entité adjudicatrice se prononcera au cas par cas sur la possibilité de les régulariser, en application de la réglementation en vigueur.

11.5 Modalités de signature électronique

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt des offres.

L'acte d'engagement correspondant à l'offre finale de l'attributaire sera signé électroniquement par ce dernier, au stade de l'attribution.

Pour ce faire, l'opérateur économique signera au moyen d'un certificat de signature électronique qualifié, qui garantit notamment l'identification du candidat.

- Catégories de certificats de signature :

Les catégories de certificats de signature à utiliser pour signer électroniquement doivent appartenir à l'une des catégories suivantes (cf. article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique) :

- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (règlement eIDAS) ;
- certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Règlement de Consultation

Fournitures

Date de création : 29/07/21
Rédacteur : S. Hervieu-Le Bec
Version n° : V3
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC - Edp-24-2025 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'une infrastructure informatique centralisée pour le système d'information industriel

PHASE 1 : Candidature

Toutefois, en application de l'article 10 de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, il est possible de signer avec un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, jusqu'à l'expiration du certificat concerné (certificat RGS). Dans ce cas, le certificat de signature du signataire doit respecter le niveau de sécurité 2* ou 3*.

- Formats de signature :

Les formats de signature suivant sont acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

Recommandation importante

Pour la signature électronique, il est fortement conseillé au candidat :

- d'utiliser un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 référencé dans la liste nationale de confiance consultable sur le site de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information ([ANSSI](#)).
- d'utiliser l'outil de signature proposé par la salle régionale de dématérialisation des marchés publics « megalis Bretagne ».

Dans ces conditions la signature apposée bénéficiera d'une présomption de conformité. **Dans le cas contraire, le candidat devra mettre gratuitement à disposition de l'entité adjudicatrice le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique, lors du dépôt de document signé.**

Précisions :

Un document signé manuellement puis scanné n'a aucune valeur légale.

La signature d'un fichier "zip" contenant lui-même plusieurs documents ne vaut pas signature de chacun de ces documents et n'est pas recevable, **la signature électronique doit être apposée directement sur l'acte d'engagement.**

Important : la personne détentrice du certificat électronique doit également être en capacité d'engager la société.

La procédure de dématérialisation des marchés publics est en cours de mise en œuvre au sein de l'entité adjudicatrice. Ainsi, en fin de procédure, l'entité adjudicatrice se laisse la possibilité de transformer l'offre électronique du soumissionnaire retenu en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Fin du RC